

# L'économie malienne frappée de plein fouet

Spécialiste du Mali au sein du Bureau d'économie théorique appliquée (BETA) de l'Université de Strasbourg, Claire Mainguy témoigne du désastre économique provoqué par l'invasion terroriste.

**- La France est intervenue au Mali pour que ce pays ne devienne pas une base arrière du terrorisme, un pays parmi les plus pauvres du monde ?**

Le Mali fait partie des cinquante Pays les moins avancés (PMA), le revenu annuel par habitant était de 610 dollars en 2011. Mais le Mali était une démocratie, c'était le chouchou des donateurs. Il n'y a pas beaucoup de PMA qui sont des démocraties.

Les principales ressources du pays sont l'or, qui représente plus de 70 % des recettes d'exportation, et le coton, mais les cours du coton connaissent une grande instabilité. Puis vient le bétail. Si le commerce du bétail est très handicapé par le conflit, l'exploitation des mines d'or par des sociétés sud-africaines et



**Claire Mainguy se rend régulièrement au Mali depuis 2005, dans le cadre de son activité de recherche.**

PHOTO DNA – J.-F. BADIAS

canadiennes ainsi que la culture cotonnière, qui se trouvent dans le sud du pays, ne sont pas directement touchées par le conflit.

Depuis quelques années est évoquée la présence éventuelle de pétrole, mais cela n'a été vérifié par aucun forage et il y a beaucoup d'autres endroits à

exploiter avant le Nord-Mali. En outre le pays est enclavé, ce qui nécessiterait de lourds investissements.

**- L'économie a été frappée de plein fouet par l'invasion des terroristes.**

- Depuis plus de deux ans, le Mali connaît des problèmes économiques liés à des problèmes climatiques en 2011-2012 mais aussi à l'insécurité. Le tourisme s'est arrêté, pas seulement au Nord-Mali, à Tombouctou mais également vers Bandiagara, dans le pays Dogon, ou à Djenné dont la mosquée est classée patrimoine mondial à l'UNESCO.

Avant la crise, il y avait 5 000 ressortissants français au Mali. À Bamako, le lycée français est fermé et les entreprises ont réduit leur personnel. La coopération internationale, bilatérale et multilatérale ainsi que les ONG ont considérablement diminué leurs effectifs et les versements financiers se sont arrêtés. Dans ce climat d'incertitude générale, les voyages d'affaires ne se font plus, tous les secteurs

des services sont sinistrés. Le taux de croissance normal du Mali est proche de 5 %. Ce taux est tombé à 2,7 % en 2011 et le FMI prévoit un taux en baisse de 1,5 % pour 2012.

**- La solution sera politique.**

**Existe-t-il des raisons d'espérer ?**

- J'en vois au moins deux : tout d'abord, les restrictions budgétaires prévues par le Mali pour compenser l'effort de guerre et la baisse des aides pourraient avoir un effet récessif sur l'économie en 2013. Or le FMI a annoncé le 28 janvier un décaissement rapide de 18 millions de dollars, suivi immédiatement par les autres bailleurs de fonds réunis à Addis Abeba au siège de l'Union africaine. Les montants promis se montent à 455 millions de dollars et une nouvelle réunion est prévue à Bruxelles le 5 février.

Autre raison d'espérer, le Mali est une démocratie depuis 1992 et l'actuel président Dioncounda Traoré est toujours présenté dans les médias comme un président par intérim. Le 29 janvier, l'assemblée nationale malienne a

voté une feuille de route qui prévoit des élections avant le 31 juillet.

Après 1992, des accords avaient été passés pour intégrer les Touaregs dans l'administration et l'armée, mais cela reste toujours un problème. Les Touaregs ne forment pas un bloc homogène. Le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA) ne voulait pas de la charia, ni descendre sur Bamako. Mais une partie des Touaregs restent alliés aux islamistes radicaux d'Ansar Dine et du MUJAO, même si le MNLA s'en démarque actuellement. La population malienne considère les gens d'Aqmi comme des fous furieux qui n'ont rien à voir avec l'islam. En ce moment, les intervenants à la télévision malienne répètent qu'il ne faut pas faire d'amalgame entre les Touaregs et les terroristes d'Aqmi et d'Ansar Dine. Des appels qui, espérons-le, seront entendus et appuyés par les forces de l'ordre africaines et françaises. ■

PROPOS RECUEILLIS  
PAR JEAN-FRANÇOIS CLERC